

DOSSIER N° DP 083 113 25 00058
Déposé le : 07/10/2025
Sur un terrain sis à : 161 Chemin de la Mouroye
113 AD 51

Madame LELIEVRE Laureline

161 Chemin de la Mouroye

83560 ST JULIEN

Autorité compétente : Maire au nom de la commune
Affaire suivie par FERRIGNIO Caroline

Madame,

Vous avez déposé le 07/10/2025 à la mairie de SAINT-JULIEN une demande de Déclaration Préalable.

Par lettre du 07/10/2025, je vous ai demandé de bien vouloir compléter votre dossier par les pièces suivantes :

Plan de masse coté
Photographie situant le terrain dans l'environnement proche
Légalité extension et abri de jardin

L'ensemble des pièces n'ayant pas été adressé à la mairie de SAINT-JULIEN en date du 11/01/2026, vous êtes réputé avoir renoncé à votre projet. **Votre demande fait donc l'objet d'une décision tacite de rejet.**

Vous pouvez redéposer une nouvelle demande si vous souhaitez réaliser votre projet.

Fait à SAINT-JULIEN,

Le **22/01/2026**

Le Maire



La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

A LIRE ATTENTIVEMENT

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible sur le site internet www.telerecours.fr. Il peut également saisir d'un recours gracieux, dans le délai d'un mois, l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'Etat (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite, le recours administratif n'interrompt ni ne proroge le délai de recours contentieux).